

VLAAMSE RAAD

Uittreksel uit de notulen van de plenaire vergadering van de Vlaamse Raad van 20 juni 1995
Benoeming van de Vlaamse Regering. - Erratum

In de genoemde publikatie in het *Belgisch Staatsblad* nr. 121, moet op bl. 18081, volgende verbetering worden aangebracht :

« Daar het aantal voorgedragen kandidaten het aantal toe te wijzen mandaten niet overtreft, verklaar ik, conform artikel 12 (en niet : 112) van het Reglement, benoemd tot lid van de Vlaamse regering : ».

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[C - 21269]

Circulaire n° 411 - Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. - Préparation de l'examen de la représentativité des organisations syndicales. - Mesures à prendre sans délai en ce qui concerne l'effectif des services publics et les listes nominatives du personnel. - Communication de cet effectif et de ces listes à la Commission de contrôle de la représentativité syndicale

Aux Membres du Gouvernement,
Aux Ministres-Présidents des Gouvernements des Communautés et des Régions,
Aux Gouverneurs de Province et au Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

Aux Présidents des organes de gestion des organismes d'intérêt public,
Aux Bourgmestres et Echevins,
Aux Présidents et aux Membres des conseils d'administration des associations de communes,
Aux Présidents des centres publics d'aide sociale.

I. Introduction.

La loi du 19 décembre 1974 et ses arrêtés d'exécution du 28 septembre 1984 et du 29 août 1985 régissent les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités dans la majeure partie des services publics.

L'article 8 de cette loi précise que seules les organisations syndicales qui comptent un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 % de l'effectif du personnel occupé dans les services publics concernés, sont considérées comme représentatives pour siéger dans les comités de secteur et/ou particuliers.

L'article 14, § 1er, de la loi précitée ajoute qu'une Commission composée de magistrats examine tous les six ans quelles sont les organisations syndicales qui satisfont aux critères légaux de représentativité.

Le prochain examen de la représentativité aura lieu sur la base de la situation de juin 1995. C'est pourquoi la Commission précitée demande dès aujourd'hui aux services publics auxquels la loi du 19 décembre 1974 est rendue applicable :

- de lui communiquer l'effectif précis du personnel au 30 juin 1995;
- d'élaborer des listes nominatives du personnel qu'ils occupaient au 30 juin 1995.

Les modalités pratiques suivant lesquelles ces données devront être mises à la disposition de la Commission de contrôle sont précisées ci-après sous le point III, 3, a.

Il est donc expressément demandé à tous les services et organismes de prendre dès à présent les mesures nécessaires en vue de rassembler toutes les données, de sorte qu'elles puissent être mises le plus rapidement possible à la disposition de la Commission de contrôle. Ces données devront être fournies sur support informatique.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[C - 21269]

Omzendbrief nr. 411 - Wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. - Voorbereiding van het onderzoek naar de representativiteit van de vakorganisaties. - Onverwijld te nemen maatregelen inzake de personeelssterkte van de overheidsdiensten en de naamlijsten van het personeel. - Mededeeling van deze personeelssterkte en van deze lijsten aan de Controlecommissie voor de representativiteit van de vakorganisaties

Aan de Leden van de Regering,
Aan de Ministers-Voorzitters van de Regeringen van de Gemeenschappen en Gewesten,
Aan de Provinciégouverneurs en aan de Gouverneur van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad,
Aan de Voorzitters van de beheersorganen van de instellingen van openbaar nut,
Aan de Burgemeesters en Schepenen,
Aan de Voorzitters en aan de Leden van de raden van beheer van de verenigingen van gemeenten,
Aan de Voorzitters van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

I. Inleiding.

De wet van 19 december 1974 en haar uitvoeringsbesluiten van 28 september 1984 en van 29 augustus 1985 regelen de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel in het merendeel der openbare diensten.

Artikel 8 van die wet preciseert dat enkel de vakorganisaties die een aantal bijdrageplichtige leden tellen die ten minste 10 % vertegenwoordigen van de personeelssterkte in de betrokken openbare diensten, als representatief worden beschouwd om zitting te hebben in de sector- en/of bijzondere comités.

Artikel 14, § 1, van voornoemde wet voegt eraan toe dat een Commissie van magistraten om de zes jaar nagaat welke vakorganisaties aan de wettelijke representativiteitscriteria voldoen.

Het eerstvolgend representativiteitsonderzoek zal geschieden op basis van de toestand in juni 1995. Daarom vraagt de voornoemde Commissie vanaf heden aan de onderscheiden overheidsdiensten waarop de wet van 19 december 1974 toepasselijk is verklaard :

- haar de precieze personeelssterkte op 30 juni 1995 mee te delen;
- nominatieve personeelslijsten op te stellen van de personeelsleden die ze tewerkstelden op 30 juni 1995.

De nadere regels volgens welke die gegevens ter beschikking moeten worden gesteld van de Controlecommissie worden hierna onder punt III, 3, a, uiteengezet.

Er wordt dus aan alle diensten en instellingen uitdrukkelijk gevraagd nu reeds de nodige maatregelen te nemen opdat ze de gegevens zouden inzamelen en bewaren, zodat ze zo vlug mogelijk ter beschikking kunnen worden gesteld van de Controlecommissie. Deze gegevens dienen geleverd te worden op informatiedrager.

Il convient de préciser que les données dont la Commission de contrôle doit disposer ont trait aux membres du personnel au sens de l'article 51, 1^o, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 mai 1989 (*Moniteur belge* du 1er juin 1989).

En résumé, il s'agit :

a) pour les services publics fédéraux, communautaires et régionaux : de toutes les catégories de personnel auxquelles la loi du 19 décembre 1974 est applicable quelle que soit la nature juridique du lien qui unit l'agent au service (statutaire ou contractuel, nommé, stagiaire, temporaire ou auxiliaire), la position administrative (activité de service, non-activité, disponibilité) ou la situation administrative (prestations effectives, congé, maladie, détachement...) dans laquelle se trouve le membre du personnel ou la durée de la mise au travail (à temps plein ou à temps partiel) en ce compris les jeunes stagiaires et les contractuels subventionnés mais à l'exception des membres du troisième circuit de travail et des membres d'un cadre spécial temporaire. Il en va de même pour les membres du personnel de l'enseignement communautaire et de l'enseignement communal et provincial étant entendu que dans ce dernier secteur, seuls les membres du personnel rémunérés par une subvention-traitement sont pris en considération.

b) pour les services publics provinciaux et locaux : les membres du personnel dont les prestations ouvrent ou peuvent ouvrir le droit aux allocations familiales auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, en ce compris les contractuels subventionnés. Ces membres du personnel doivent être repris sur une liste distincte de celle des membres du personnel de l'enseignement dont ces services publics sont le pouvoir organisateur et qui sont rémunérés par une subvention-traitement.

Il convient d'attirer l'attention sur le fait que les données à fournir ont trait aux membres du personnel qui étaient occupés en juin de cette année. La date de leur rémunération est sans importance.

Le *Moniteur belge* de ce jour publie par ailleurs un avis destiné à informer les organisations syndicales des formalités administratives qu'elles devront accomplir dans le cadre du contrôle de la représentativité. A cette occasion, diverses précisions sont apportées quant à la notion de « membre du personnel » qui sont également utiles pour la présente circulaire.

II. Les données concernant l'effectif de chaque service public.

Les différents seuils de 10 p.c. que le nombre de membres d'une organisation syndicale doit atteindre pour que celle-ci puisse siéger dans les comités de secteur, les comités particuliers (distincts) ou dans les uns et les autres, sont déterminés sur la base de l'effectif des services tel qu'il est défini par l'article 51, alinéa 1er, 1^o, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

III. Les listes nominatives du personnel.

1. Généralités

Lors de sa mission de contrôle, la Commission vérifiera si des personnes déterminées, dont l'organisation syndicale a établi la qualité d'affiliés cotisants, font partie d'un service public déterminé.

Il est donc de la plus haute importance que tous les services publics auxquels la loi a été rendue applicable établissent la (les) liste(s) nominative(s) des membres de leur personnel (au sens juridique du terme, conformément à l'article 51 de l'arrêté royal) et les transmettent sans retard à la Commission.

2. Remarques particulières

2.1. Fait partie du personnel d'un service public tout membre du personnel qui se trouve dans un lien juridique avec ce service, indépendamment du fait qu'il serait utilisé dans un autre service (par ex. en cas de détachement).

2.2. Pour le surplus, il est fait une fois de plus référence au point IV de l'avis aux organisations syndicales publié ce jour.

3. Dispositions pratiques

a) Les listes nominatives seront établies de la façon suivante :
— encodage des données dans un fichier DOS séquentiel sur disquettes 3 pouces 1/2 en respectant les zones précisées ci-après :

Positions 1 à 11
Numéro de Registre national
(11 positions)
par ex. 59112712678
Positions 12 à 41
Nom (30 positions)
par ex. Jansens

Er wordt gepreciseerd dat de gegevens waarover de Controlecommissie moet beschikken betrekking hebben op de personeelsleden in de zin van artikel 51, 1^o, van het koninklijk besluit van 28 september 1984, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 mei 1989 (*Belgisch Staatsblad* van 1 juni 1989).

Samengevat gaat het om :

a) voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten : alle categorieën van het personeel waarop de wet van 19 december 1974 van toepassing is welke ook de juridische aard van het dienstverband is (statutair of contractueel, vastbenoemd, stagedoend, tijdelijk of hulppersoneel), de administratieve stand (dienstactiviteit, non-activiteit, beschikbaarheid) of de administratieve toestand (werkelijke prestaties, met verlof, ziek, gedetacheerd...) waarin het personeelslid zich bevindt of de duur van de tewerkstelling (voltijds of deeltijds) met inbegrip van de jongerenstagiairs en de gesubsidieerde contractuelen doch met uitzondering van de leden van het derde arbeidscircuit en de leden van het bijzonder tijdelijk kader. Hetzelfde geldt voor de personeelsleden van het gemeenschapsonderwijs en het gemeentelijk en provinciaal onderwijs met dien verstande dat, voor laatstgenoemde sector, enkel de met weddetoelagen bezoldigde personeelsleden in aanmerking komen.

b) voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten : de personeelsleden waarvan de prestaties het recht op kinderbijslag openen of kunnen openen bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten, met inbegrip van de gesubsidieerde contractuelen. Deze personeelsleden dienen opgenomen te worden op een lijst apart van deze van de met een weddetoelage bezoldigde personeelsleden van het onderwijs dat deze overheidsdiensten inrichtten.

De aandacht wordt erop gevestigd dat de gegevens betrekking hebben op de personeelsleden die in juni van dit jaar tewerkgesteld werden. De datum waarop ze bezoldigd werden heeft geen belang.

Het *Belgisch Staatsblad* van vandaag maakt anderzijds een bericht bekend om de vakorganisaties in te lichten over de administratieve formaliteiten die ze moeten vervullen in het raam van de controle van de representativiteit. Bij deze gelegenheid werden diverse bijkomende inlichtingen gegeven omtrent het begrip « personeelslid » die voor deze omzendbrief eveneens nuttig zijn.

II. De gegevens betreffende de personeelssterkte van elke overheidsdienst.

De verschillende drempels van 10 pct. die het ledenaantal van een vakorganisatie moet bereiken opdat ze zitting zou hebben in sector- en/of (afzonderlijke) bijzondere comités worden bepaald op basis van de personeelssterkte van de diensten zoals bepaald in artikel 51, eerste lid, 1^o, van het koninklijk besluit van 28 september 1984.

III. De naamlijsten van het personeel.

1. Algemeenheden

Bij het uitvoeren van haar controleopdracht zal de Commissie nagaan of bepaalde personen, van wie een vakorganisatie bewijst dat ze bijdrageplichtige leden zijn, tot het personeel van een welke ook overheidsdienst behoren.

Het is dus van het grootste belang dat alle overheidsdiensten waarop de wet toepasselijk werd verklaard, de naamlijst(en) van hun personeel (in de juridische zin van het woord en conform artikel 51 van het koninklijk besluit) zouden opstellen en ze onverwijld aan de commissie zouden doorgeven.

2. Bijzondere opmerkingen

2.1. Tot het personeel van een overheidsdienst behoort elk personeelslid dat een juridische band heeft met die dienst, ongeacht of het tewerkgesteld is in een andere dienst (bv. in geval van detachering).

2.2. Voor het overige wordt nogmaals verwezen naar punt IV van het bericht aan de vakorganisaties dat vandaag bekendgemaakt wordt.

3. Praktische schikkingen

a) De naamlijsten zullen als volgt worden opgesteld :
— codering van de gegevens in een DOS sequentieel bestand op disquettes 3 duimen 1/2 met inachtneming van de onderstaande vermelde zones :

Posities 1 tot 11
Nummer van het Rijksregister
(11 posities)
bv. 59112712678
Posities 12 tot 41
Naam (30 posities)
bv. Jansens

Positions 42 à 61
Prénom (20 positions)
par ex. Jean-Pierre
Positions 62 à 71
Date de naissance (10 positions)
par ex. 23/08/1946(JJ/MM/AAAA)
Positions 72 à 81
Initiales de tous les prénoms
(10 positions)
par ex. JPAML
Position 82
Sexe (1 position)
M ou F
Position 83
Rôle linguistique (1 position)
D, F ou N
Positions 84 à 87
Numéro d'identification
(4 positions)
par ex. 7001.

Remarque : les administrations reprendront leur numéro d'identification tel qu'il leur est attribué dans l'annexe de la circulaire du 22.12.1994 concernant l'octroi et le paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public (*Moniteur belge* du 31.12.1994).

Positions 88 à 97
Date du début du contrat de travail (10 positions)
par ex. 01/12/1986(JJ/MM/AAAA)
Positions 98 à 107
Date de la fin du contrat de travail (10 positions)
par ex. 15/07/1995 (JJ/MM/AAAA)
Position 108
Traitement réduit (1 position).
1 ou 2

Remarque : pour les personnes qui perçoivent un « traitement réduit » ou qui ne perçoivent pas de traitement, la réduction doit être mentionnée par le numéro « 2 ». Sinon, le traitement plein sera mentionné par le numéro « 1 ».

Position 109
Enseignant (1 position)
« 1 » si la personne est enseignante.

Conformément à l'article 59 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, les autorités sont tenues d'envoyer les disquettes à la Commission

(adresse : M. le Président, Commission de contrôle de la représentativité des organisations syndicales dans le secteur public, 53 rue Ducale, 1000 Bruxelles, tél. 02/501 05 39), au plus tard le 30 septembre 1995.

La lettre d'accompagnement mentionnera l'effectif exact (le nombre de noms mentionnés sur la liste) et les coordonnées de l'agent qui peut être contacté à ce sujet.

b) les services publics fédéraux, communautaires et régionaux y compris l'enseignement et les organismes d'intérêt public concernés doivent établir, chacun en ce qui le concerne, la liste nominative de leur personnel à la date du 30 juin 1995, en ce compris les contractuels subventionnés et à l'exception des personnes engagées dans le cadre du troisième circuit de travail ou dans un cadre spécial temporaire (article 51, alinéa 1er, 1^o, a), de l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

c) les services publics provinciaux doivent établir deux listes séparées :

1. la première liste mentionne le personnel de l'enseignement provincial subventionné qui est rémunéré au 30 juin 1995, par des subventions-traitements, en ce compris les contractuels subventionnés et à l'exception des personnes engagées dans le cadre du troisième circuit de travail ou dans un cadre spécial temporaire (article 51, alinéa 1er, 1^o, a);

2. la deuxième liste mentionne les membres du personnel dont les prestations effectives ou une situation assimilée à ces prestations donnent ou peuvent donner naissance, pour le deuxième trimestre de 1995, à un droit aux allocations familiales auprès de l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales (article 51, alinéa 1er, 1^o, b);

Posities 42 tot 61
Voornaam (20 posities)
bv. Jean-Pierre
Posities 62 tot 71
Geboortedatum (10 posities)
bv. 23/08/1946 (DD/MM/JJJJ)
Posities 72 tot 81
Initialen van alle voornamen
(10 posities)
bv. JPAML
Positie 82
Geslacht (1 positie)
M of V
Positie 83
Taalrol (1 positie)
D, F of N
Positie 84 tot 87
Identificatienummer
(4 posities)
bv. 7001

Opmerking : de besturen dienen hun identificatienummer weer te geven zoals het hun toegekend is in de bijlage van de omzendbrief van 22.12.1994 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector (*Belgisch Staatsblad* van 31.12.1994).

Posities 88 tot 97
Begindatum van de arbeidsovereenkomst (10 posities)
bv. 01/12/1986 (DD/MM/JJJJ)
Posities 98 tot 107
Einddatum van de arbeidsovereenkomst (10 posities)
bv. 15/07/1995 (DD/MM/JJJJ)
Positie 108
Verminderde wedde (1 positie).
1 of 2

Opmerking : voor de personen die een « verminderde wedde » of geen wedde ontvangen, moet de vermindering vermeld worden met het nummer « 2 ». Zoniet zal de volle wedde vermeld worden met het nummer « 1 ».

Positie 109
Leerkracht (1 positie)
« 1 » als de persoon leerkracht is.

Overeenkomstig artikel 59 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 dient elke overheid uiterlijk op 30 september 1995 de diskettes te sturen naar de Commissie

(adres : de H. Voorzitter, Controlecommissie voor de representativiteit van de vakorganisaties in de overheidssector, Hertogstraat 53, 1000 Brussel, tel. 02/501 05 33).

De begeleidende brief dient de juiste personeelssterkte (het aantal op de lijst vermelde namen) te vermelden en de gegevens van de ambtenaar die in dat verband kan gecontacteerd worden.

b) de federale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten, met inbegrip van het onderwijs en de betrokken instellingen van openbaar nut moeten, ieder wat hen betreft, de naamlijst van hun personeel op 30 juni 1995 opmaken, met inbegrip van de gesubsidieerde contractuelen en met uitzondering van de personen die in het raam van het derde arbeidscircuit of in een bijzonder tijdelijk kader zijn in dienst genomen (artikel 51, eerste lid, 1^o, a), van het koninklijk besluit van 28 september 1984.

c) de provinciale overheidsdiensten moeten twee afzonderlijke lijsten opmaken :

1. de eerste lijst vermeldt het personeel van het gesubsidieerd provinciaal onderwijs dat op 30 juni 1995 bezoldigd wordt door middel van weddetoelagen, met inbegrip van de gesubsidieerde contractuelen en met uitzondering van de personen die in het raam van het derde arbeidscircuit of in een bijzonder tijdelijk kader zijn in dienst genomen (artikel 51, eerste lid, 1^o, a);

2. de tweede lijst vermeldt de personeelsleden van wie de werkelijke prestaties of een met deze prestaties gelijkgestelde situatie, voor het tweede kwartaal van 1995, aanleiding geven of kunnen geven tot een recht op kinderbijslag bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten (artikel 51, eerste lid, 1^o, b);

d) les autres autorités décentralisées territorialement doivent également établir deux listes séparées :

1. la première liste mentionne le personnel de l'enseignement subventionné dont cette autorité est, le cas échéant, le pouvoir organisateur, qui au 30 juin 1995, est rémunéré par des subventions-traitements, en ce compris les contractuels subventionnés et à l'exception des personnes engagées dans le cadre du troisième circuit de travail ou dans un cadre spécial temporaire (article 51, alinéa 1er, 1^o, a);

2. la deuxième liste mentionne les membres du personnel qui, au 30 juin 1995, accomplissent des prestations effectives ou se trouvent dans une situation assimilée aux prestations effectives qui donnent ou peuvent donner naissance, pour le deuxième trimestre de 1995, à un droit aux allocations familiales auprès de l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales (article 51, alinéa 1er, 1^o, c).

IV. Directives relatives à de futurs contrôles intermédiaires des critères de représentativité.

Une organisation syndicale peut, à tout moment, demander un « recomptage » de ses membres sur la base de l'article 14, § 2, de la loi. Le cas échéant, la Commission demandera que lui soient communiqués les effectifs et les listes nominatives précitées en prenant comme date de référence la date du 30 juin de l'année qui précède celle au cours de laquelle un recomptage est demandé.

Toutes les mesures nécessaires doivent par conséquent être prises dès à présent afin que les services intéressés puissent mettre à la disposition de la Commission les données relatives tant à l'effectif qu'aux listes nominatives correspondantes, et ce au 30 juin 1996, puis pour chacune des années suivantes : ces données devront être immédiatement fournies à la Commission, dès sa première demande.

En ce qui concerne les services publics fédéraux, communautaires et régionaux, nous vous saurions gré de bien vouloir communiquer la présente circulaire à tous les services et organismes sur lesquels vous exercez votre autorité, votre contrôle ou votre tutelle.

En ce qui concerne les administrations provinciales et locales, nous vous prions, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir reproduire la présente circulaire dans le prochain numéro du Mémorial administratif.

Le Premier Ministre,
J.-L. Dehaene.

Le Ministre de la Fonction publique,
J. Vande Lanotte.

d) de andere territoriaal gedecentraliseerde overheden moeten eveneens twee afzonderlijke lijsten opmaken :

1. de eerste lijst vermeldt het personeel van het gesubsidieerd onderwijs waarvan deze overheid in voorkomend geval de inrichtende macht is, dat op 30 juni 1995 bezoldigd wordt door middel van weddetolagen, met inbegrip van de regeling der gesubsidieerde contractuelen en met uitzondering van de personen die in het raam van het derde arbeidscircuit of in een bijzonder tijdelijk kader zijn in dienst genomen (artikel 51, eerste lid, 1^o, a);

2. de tweede lijst vermeldt de personeelsleden die, op 30 juni 1995, werkelijke prestaties verrichten of zich in een met werkelijke prestaties gelijkgestelde situatie bevinden welke, voor het tweede kwartaal van 1995, aanleiding geven of kunnen geven tot een recht op kinderbijslag bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten (artikel 51, eerste lid, 1^o, c).

IV. Richtlijnen betreffende toekomstige tussentijdse controles op de representativiteitscriteria.

Een vakorganisatie kan op elk ogenblik een « hertelling » van haar leden vragen op grond van artikel 14, § 2, van de wet. In voorkomend geval zal de commissie vragen dat haar het personeelsbestand en de voormelde naamlijsten worden meegedeeld, met als referatdatum 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan dat waarvoor een hertelling wordt gevraagd.

Alle nodige maatregelen moeten derhalve nu reeds worden genomen opdat de betrokken diensten de gegevens betreffende de personeelssterkte en de overeenkomstige naamlijsten ter beschikking van de Commissie kunnen stellen en dat op 30 juni 1996 en vervolgens voor elk van de volgende jaren : deze gegevens zullen onmiddellijk aan de Commissie moeten geleverd worden, bij haar eerste verzoek.

Wat de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten betreft, zouden wij het op prijs stellen indien U deze omzendbrief meedeelt aan alle besturen en instellingen waarover U het gezag de controle of het toezicht uitoefent.

Wat de provinciale en plaatselijke besturen betreft verzoeken wij U, mijnheer de Gouverneur, deze omzendbrief te willen afdrucken in het volgende nummer van het Bestuursmemoriaal.

De Eerste Minister,
J.-L. Dehaene.

De Minister van Ambtenarenzaken,
J. Vande Lanotte.

[C — WIN — 21270]

Avis aux organisations syndicales des agents des services publics. — Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de cette loi; prochain contrôle de la représentativité pour six ans

I. L'article 14 de la loi du 19 décembre 1974 (ci-après dénommée "la loi") dispose que tous les six ans, une Commission de magistrats vérifie si les organisations syndicales qui siègent ou qui demandent à pouvoir siéger dans les comités de négociation satisfont aux critères relatifs au nombre des affiliés cotisants prévus à l'article 8 de la loi. En vertu de l'article 52 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi (ci-après dénommée "l'arrêté") la prochaine période de six ans débutera le 1er décembre 1996. Conformément à l'article 53 de l'arrêté, toutes les organisations syndicales qui souhaitent siéger dans l'ensemble ou dans certains comités de secteur et/ou comités particuliers (distincts) (de même que les organisations syndicales qui siègent dans les trois comités généraux de négociation) devront introduire dans les premiers trente jours à partir de cette date une demande à cet effet auprès d'un des trois présidents visés par cet article, et ce par lettre recommandée à la poste, signée par un dirigeant responsable.

[C — WIN — 21270]

Bericht aan de vakorganisaties van het personeel van de overheidsdiensten. — Wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van die wet; eerstvolgende zesjaarlijkse representativiteitscontrole

I. Artikel 14 van de wet van 19 december 1974 (hierna te noemen "de wet") bepaalt dat een Commissie van magistraten om de zes jaar onderzoekt of de vakorganisaties die zitting hebben of vragen om zitting te mogen hebben in de onderhandelingscomités, voldoen aan de criteria inzake het aantal bijdrageplichtige leden bepaald in artikel 8 van de wet. Krachtens artikel 52 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet (hierna te noemen "het besluit") neemt de eerstvolgende zesjaarlijkse periode een aanvang op 1 december 1996. Zoals door artikel 53 van het besluit is bepaald, moeten alle vakorganisaties die zitting wensen te hebben in alle of sommige sector- en/of (afzonderlijke) bijzondere comités, (ook de vakorganisaties welke in de drie algemene onderhandelingscomités zitting hebben) binnen de eerste dertig dagen vanaf die datum daartoe een aanvraag richten aan een der drie in dit artikel bedoelde voorzitters, bij ter post aangetekende brief ondertekend door een verantwoordelijke leider.